

## RESUME DE THESE

Pour l'obtention du Grade de Docteur de l'Université de Lille

École Doctorale des Sciences de l'Homme et de la Société

Doctorat :

Histoire et civilisations : histoire des mondes modernes, histoire du monde contemporain ;  
de l'art ; de la musique.

Champ disciplinaire :

Sciences humaines et humanités. CNU : 14 - Etudes romanes

Présentée par :

Daniel RAMIREZ MAHECHA

\*\*\*\*\*

**« Ni del rey, ni del vassallo ». Actores y mecanismos de  
participacion politica en el Valle de Tenza borbonica (1756-1810)**

\*\*\*\*\*

Sous la direction de Véronique HEBRARD

\*\*\*\*\*

Soutenue le 14 novembre 2025

\*\*\*\*\*

## JURY

Anne DUBET, Professeure, Université Clermont Auvergne (Présidente, rapporteur)

Arnaud EXBALIN, Professeur, Université Paris Ouest Nanterre

Marta HERRERA ANGEL, Professeure, Universidad de Los Andes

Mickael ORANTIN, CRCN, Université Paris Cité

Nelson GONZALEZ, Professeur, Universidad Nacional de Colombia (Rapporteur)

Véronique HEBRARD, Professeure, Université de Lille (Directrice de thèse)

## Introduction

À quoi ressemble un vrai indigène ? On se pose cette question parce que l'on définit toujours l'autre : il est ce que je ne suis pas. En étant autre, il appartient à une autre réalité. N'est-ce pas l'indien qui, dans notre imaginaire, reste attaché à la nature ? Cette évidence paraît aller de soi, même pour l'État-nation moderne, qui protège tantôt l'indien comme il protège la nature<sup>1</sup>. Mais cette association entre l'indigène et la nature porte une historicité que nous avons retracée jusqu'à l'époque coloniale, quand l'Espagne se constituait en tant qu'Empire. En effet, l'Espagne dut recourir au *protectionnisme*, une doctrine paternaliste à l'égard des dominés, pour conserver la légitimité de son régime<sup>2</sup>. Ce protectionnisme lia l'indien à la terre, à la communauté, le faisant participer à la société coloniale tout en le maintenant en dehors d'elle.

Or, la domination ne s'exerçait pas sur une figure abstraite, mais sur un sujet concret, doté d'une matérialité et d'une manière d'agir dans le monde politique. Dès que l'on s'éloigne des centres de pouvoir indigènes, des grandes conquêtes espagnoles, apparaissent des réalités autres que celles décrites par le récit macro-historique. Tel fut le cas de la vallée de Tenza, territoire encastré dans le plateau andin, au cœur de l'espace où fut fondé le Nouveau Royaume de Grenade, correspondant aujourd'hui, grossièrement, à la Colombie (voir Carte, Mapa 1). Cette vallée, zone de transition, articulait une série de mobilités entre la région andine et les plaines orientales.

C'est dans ce cadre particulier que s'est construite la société de la Nouvelle-Grenade, à travers un tissu de rapports et de liens d'interdépendance entre les divers secteurs de la société coloniale. Mais les mécanismes de contrôle furent eux aussi variés et changeants. Le XVIII<sup>e</sup> siècle, marqué par des changements dynastiques, exerça une influence profonde sur l'organisation de l'État et de la société. Les modalités particulières qu'ont pris les réformes bourboniennes dans la zone étudiée nous obligent à reformuler certaines questions sur l'explication de ces divergences<sup>3</sup>. C'est pourquoi, en étudiant cette période et ce territoire spécifique, nous devons réfléchir à la fois sur le plan pragmatique de la

---

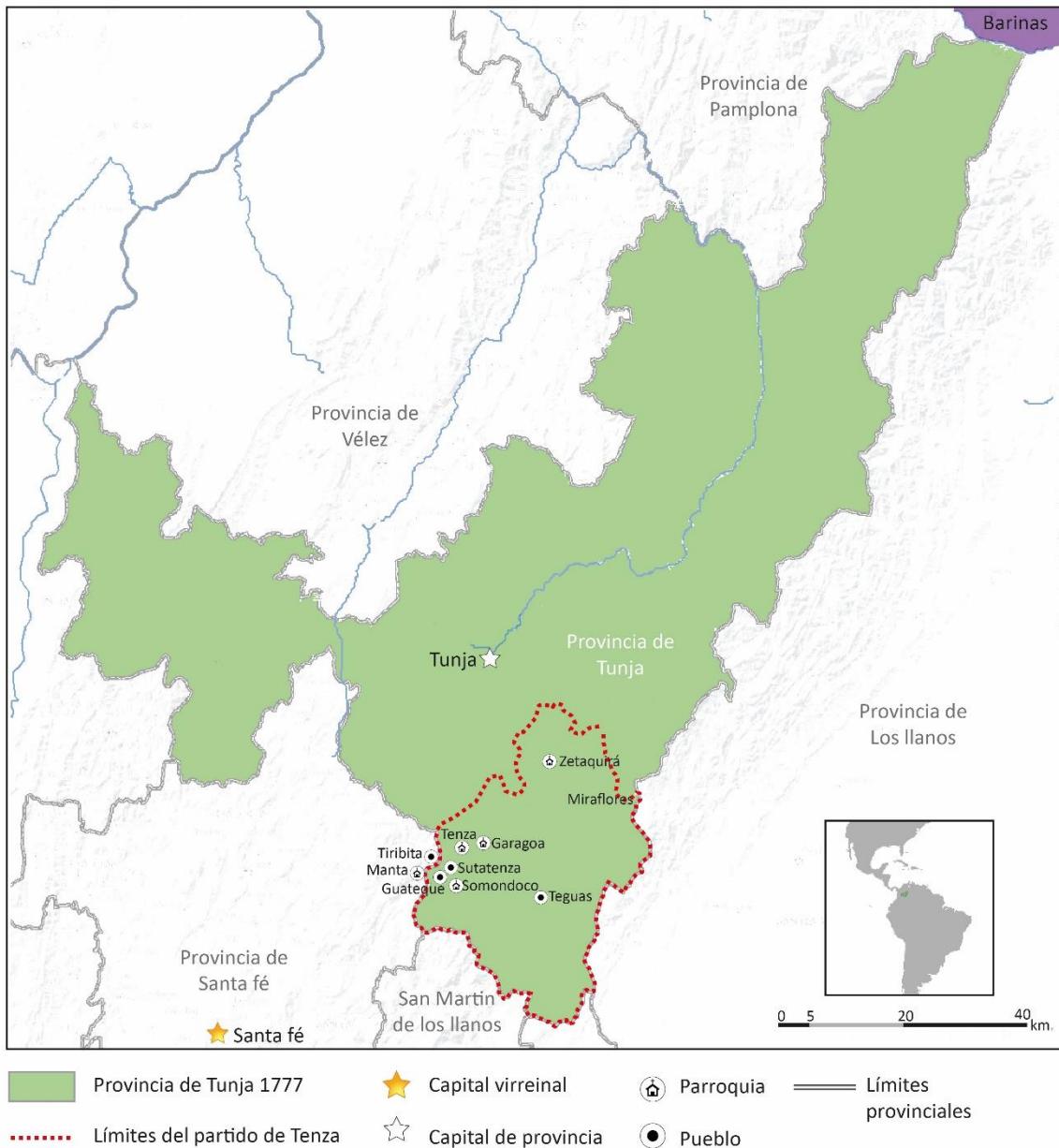
<sup>1</sup> Voir par exemple <https://www.gob.mx/conanp/articulos/naturaleza-y-pueblos-indigenas>

<sup>2</sup> Une intéressant discussion critique de l'historiographie du protectionnisme à partir de l'histoire du droit appliqué aux Lois de Burgos dans SÁNCHEZ-ARCILLA BERNAL, José. "Las Leyes de Burgos de 1512: una falacia de los Derechos Humanos. Revisión historiográfica", dans *Cuadernos de Historia del Derecho*, vol. 28, Madrid, Universidad Complutense de Madrid, 2021, pp. 41–90, [en ligne] <https://revistas.ucm.es/index.php/CUHD/article/view/77969/4564456558658>

<sup>3</sup> Voici quelque historiographie de base pour comprendre les réformes bourboniennes en clé morale : MORA DE TOVAR, Gilma Lucia. "Chicha, guarapo y presión fiscal en la sociedad colonial del siglo XVIII" en ACHSC, núm 316-17 Bogotá, Universidad Nacional, 1989: pp. 15-47; sobre el consumo y las políticas de reparación de la moral, ver PITA PICO, Roger, "Sustento, placer y pecado: La represión en torno a la producción y el consumo de chicha en el nororiente neogranadino, siglo XVIII", en *Anuario de historia regional y de las fronteras*, Vol. 17 N°(2), Bucaramanga, UIS, 2012 : pp. 143-170.

reconstitution historique et sur le plan théorique et méthodologique de l'écriture des rôles politiques de la société coloniale.

### El partido de Tenza en 1777



Mais quelle place pour l'action en politique ? Pour ceux qu'on définit en tant que « dominés » l'on leur attribue deux rôles : celui de la victime ou celui du contestataire permanent. Mais avec cette opération nous les plaçons en dehors de la société, oubliant les contacts qui ont été monnaie courante pendant toute la période coloniale. Et c'est précisément en regardant ces moments de fracture que nous pouvons reconnaître les actions spécifiques en politique des divers groupes de cette société coloniale<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> L'agir en politique a été très bien étudié ; nous soulignons la synthèse pour la période coloniale en Nouvelle Grenade de l'Ancien Régime faite par SILVA PRADA, Natalia. "Cultura Política tradicional y opinión crítica: los rumores y pasquines iberoamericanos de los siglos XVI al XVIII", in *Tradición y modernidad en la historia de la*

Nous avons identifié deux procédés : des procédures administratives visant à redéfinir les espaces, les individus, les pratiques — bref, la réalité sociale de cette société américaine. Ainsi, les populations de cette vallée de Tenza ne sont pas restées « indemnes » : ces changements ont été appropriés, redéfinis, réutilisés pour changer le jeu sans changer les règles<sup>5</sup>. C'est ce que l'on appelle « l'action collective », produisant des résultats très différents de ceux attendus par le pouvoir qui avait tenté de construire le système.

Nous nous proposons ainsi de démontrer comment, dans un contexte de changement tel que la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, les individus et les groupes sociaux incorporèrent dans leurs stratégies les outils fournis par le système lui-même, négociant ainsi leur propre pouvoir face à la perception de la rupture du pacte. Les changements provoqués par la matérialisation des deux grandes visites, celle de 1756 et celle de 1777, entraînèrent une série de transformations qui furent redéfinies par les acteurs de la société locale<sup>6</sup>.

Les deux grandes *visitas* de 1756 et 1777 marquèrent des tournants dans la vie de la vallée de Tenza. La première, en cherchant à réorganiser les *pueblos de indios* et à renforcer leur encadrement, bouleversa les équilibres locaux et suscita des réactions qui allaient bien au-delà de ce que prévoyaient les administrateurs. La seconde, vingt ans plus tard, révéla à son tour les tensions persistantes autour de la terre, des statuts sociaux et des appartennances, mais aussi la capacité des habitants à manier les outils administratifs pour redéfinir leur place dans l'ordre colonial. Loin d'être de simples récepteurs passifs des réformes, les acteurs de cette société mobilisèrent ces dispositifs pour leurs propres stratégies, brouillant les catégories et les attentes de la Couronne.

C'est à partir de ces deux visites que s'organise ce travail. La première partie, en deux chapitres, propose une lecture historiographique : il s'agit de comprendre comment l'histoire sociale s'inscrit au cœur de l'histoire politique, en particulier dans le cadre des débats du XVIII<sup>e</sup> siècle sur le réformisme bourbonien. La deuxième partie, également en deux chapitres, s'attache à l'espace et aux mobilités, en montrant comment les déplacements — forcés ou volontaires — doivent être lus comme des pratiques politiques qui redéfinissaient les équilibres locaux<sup>7</sup>. Enfin, la troisième partie, en trois chapitres, porte

---

cultura política. España e Hispano América, siglos XVI-XX. México, Universidad Autónoma Metropolitana, 2009: p. 90

<sup>5</sup> CROZIER, Michel y FRIEDBERG, Erhard, *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*. Paris: Éditions du Seuil, 1977 : p. 395

<sup>6</sup> Nous nous appuyons sur IMÍCOZ BEUNZA, José María, -qui développe une idée de François Xavier GUERRA-, "Actores, redes, procesos: apuntes para una historia más global", en *Historia. Revista da FLUP*, Vol. 5, Nº. 1, Porto, Universidad de Porto, 2004: p. 118.

<sup>7</sup> Sur l'idée de pouvoir et contrôle social, voir DURKHEIM, Emile [1930]. *La division du travail social*. Paris, PUF, 2013: pp. 35 y ss.

sur les acteurs et la réorganisation administrative : elle analyse comment les nouvelles structures de gouvernement produisirent des formes inédites de représentation et d'action politique.

Notre démarche s'appuie sur quelques principes méthodologiques : l'attention aux spécificités locales, l'articulation des différentes échelles d'observation et le croisement entre histoire sociale et histoire politique. Ces choix permettent non seulement de comprendre comment les discours coloniaux prétendaient encadrer la société, mais surtout de montrer comment ils transformaient la réalité et, inversement, comment les actions concrètes des acteurs forçaient à réviser ces discours. Enfin, ce travail propose une réflexion sur la « race » et ses usages, afin de la comprendre comme une catégorie fluide, instrumentalisée et négociée selon les contextes. C'est dans cette instabilité des appartenances que se dévoile une partie du fonctionnement de la société coloniale de la vallée de Tenza.

Les recherches reposent sur un corpus large d'archives judiciaires, administratives, ecclésiastiques et paroissiales, consultées à l'Archivo General de la Nación (Bogotá)<sup>8</sup>. Nous y sommes consultés des sources de divers nature pour en construire une image plus critique et nuancée de la société coloniale : Cette documentation a été complémenté par d'autres sources, soit imprimées (des *tratadistas* et *proyectistas*, notamment, ceux qu'on appelle génériquement « reformistes »), ainsi que d'autres fonds des archives diverses, comme celles de l'administration espagnole (Archivo General de Indias), et régionales (Archivo Histórico Regional de Boyacá).

### 1. Histoire sociale et histoire politique : dépasser la dichotomie

L'histoire du XVIII<sup>e</sup> siècle hispano-américain a longtemps été appréhendée sous le signe des *réformes bourboniennes*. Cette expression, devenue aujourd'hui presque incontournable, condense un ensemble de mesures administratives, économiques, militaires et sociales mises en œuvre par la monarchie espagnole entre 1713 et 1808, dans le but de réorganiser et de rationaliser la gestion de son empire. Mais cette catégorie, qui paraît d'emblée évidente, est en réalité le fruit d'une lente construction historiographique, autant que l'objet d'incessantes relectures. La thèse que nous présentons s'inscrit dans ce champ de débats, mais avec un regard délibérément décalé : plutôt que de considérer les réformes seulement comme un projet central, ou comme une série de décisions émanant de Madrid, nous voulons comprendre ce qu'elles ont signifié pour les populations qui les ont vécues au quotidien. C'est à travers cette articulation entre global et local que nous proposons de redéfinir le sens même du changement.

---

<sup>8</sup> Ce travail a été rendu possible grâce au soutien matériel du laboratoire CECILLE (Université de Lille) et de l'Institut des Amériques, qui ont financé le déplacement à Bogotá dans les temps incertains du COVID.

### L'invention historiographique des « réformes bourboniennes »

Le terme « réformes bourboniennes » est relativement récent dans le vocabulaire historique. Comme l'a montré Fernando JUMAR<sup>9</sup>, il s'est imposé progressivement dans les historiographies « nationales », notamment en Argentine, où il a servi à expliquer la transition entre la colonie et l'indépendance. L'emploi du mot « réforme » impliquait déjà une lecture téléologique : l'idée que l'Empire espagnol, perçu comme archaïque et en crise, aurait tenté, sous les Bourbons, une modernisation partielle et inachevée. Cette perspective, consolidée par des ouvrages fondateurs comme ceux de Luis GARCÍA NAVARRO<sup>10</sup>, a contribué à fixer une chronologie centrée sur le règne de Charles III et sur l'implantation du système des intendances<sup>11</sup>. L'accent était mis sur la centralisation, la rationalisation et le contrôle : en un mot, sur l'émergence d'un État moderne qui cherchait à imposer son autorité sur des territoires trop vastes et hétérogènes.

Ce schéma, que l'on retrouve également chez Sergio Elías ORTIZ reposait sur une vision essentiellement « par le haut »<sup>12</sup>. Il s'agissait d'identifier les intentions de la Couronne, de mesurer le degré de succès ou d'échec des réformes, et de comprendre leur rôle dans la genèse des indépendances. Mais cette approche homogénéisante comportait un risque majeur : celui de réduire la complexité du XVIII<sup>e</sup> siècle à une succession de décisions administratives, en effaçant les multiples échelles de réception et d'appropriation de ces mesures.

Dès les années 1980, plusieurs historiens ont mis en évidence cette limite. François-Xavier GUERRA<sup>13</sup> (1985) a insisté sur la nécessité de penser le XVIII<sup>e</sup> siècle comme un moment de mutation de l'Ancien Régime, où les réformes n'étaient pas simplement des mesures techniques, mais aussi l'expression d'une nouvelle culture politique. Horst PIETSCHMANN a rappelé que parler de « centralisation » ne rendait pas compte des jeux de pouvoir complexes<sup>14</sup> entre Couronne, élites locales et communautés. Plus récemment, Philippe CASTEJÓN<sup>15</sup> a proposé de déplacer le regard : plutôt que de juger les

<sup>9</sup> En un interesante texto, Fernando JUMAR traza la utilización de ese término en la historiografía “nacional” argentina, ver JUMAR, Fernando. “Las "reformas borbónicas" en la formación de la historiografía argentina”. *Historia Caribe*, 11, (29). La Plata, Universidad Nacional de la Plata, 2016, 113-154. [en ligne] [http://www.memoria.fahce.unlp.edu.ar/art\\_revistas/pr.10879/pr.10879.pdf](http://www.memoria.fahce.unlp.edu.ar/art_revistas/pr.10879/pr.10879.pdf)

<sup>10</sup> GARCIA NAVARRO, Luís *Intendencias en Indias*, Sevilla, Escuela de Estudios Hispanoamericanos de Sevilla, 1959: pp. 1-7.

<sup>11</sup> LYNCH, John, *The Spanish American Revolutions 1808-1826*, Londres/Nueva York, Norton & Co., 1973: p. 5.

<sup>12</sup> ORTIZ, Sergio Elías. El Nuevo Reino de Granada, Tomos I y 2, en *Historia Extensa de Colombia*, Volumen IV. Bogotá, Lerner, 1970. RESTREPO TIRADO, Ernesto. *Gobernantes del Nuevo Reino de Granada Durante el Siglo XVIII*. Buenos Aires, Facultad de Filosofía y Letras, Número LXV, 1934

<sup>13</sup> GUERRA, François-Xavier [1985]. *Méjico: del Antiguo Régimen a la Revolución*. Tomo I. México, FCE, 1995.

<sup>14</sup> PITSCHEIMANN, Horst. “Protoliberalismo, reformas borbónicas y revolución: la Nueva España en el último tercio del siglo XVIII”. En VÁZQUEZ, Josefina Zoraida (Coord.). *Interpretaciones del siglo XVIII mexicano*. México, Nueva Imagen 1992

<sup>15</sup> CASTEJÓN, Philippe. *Reformer l'empire espagnol au XVIII<sup>e</sup> siècle. Le système de gouvernement de José de Gálvez (1765-1787)*. Villeneuve d'Asq, Presse Universitaire du Septentrion, 2020.

réformes à l'aune de leur succès ou de leur échec, il s'agit de comprendre comment elles furent conçues, débattues et mises en œuvre dans les multiples espaces de l'Empire.

### La tension entre global et local

C'est précisément cette tension qui nous intéresse. L'histoire globale, dont nous reconnaissions les apports essentiels, a contribué à réinscrire le XVIII<sup>e</sup> siècle hispano-américain dans le cadre élargi d'un empire atlantique, marqué par la rivalité des puissances européennes, la circulation des savoirs et des hommes, et l'expansion du commerce<sup>16</sup>. Mais cette globalité ne doit pas masquer les effets concrets des réformes sur les espaces locaux. Comme l'a signalé Marta HERRERA, il est présomptueux de croire qu'un phénomène n'est pertinent qu'à condition de s'inscrire dans les grands mouvements interconnectés du monde<sup>17</sup>: ce qui compte, c'est de voir comment ces dynamiques globales se traduisent dans les réalités particulières.

Prenons l'exemple des intendances. Leur implantation inégale à travers l'Amérique espagnole a conduit de nombreux historiens à parler d'« échec » des réformes. Or, si l'on déplace l'échelle d'observation, on constate que ce qui est perçu comme un échec du point de vue de Madrid peut être interprété autrement dans les districts locaux. Dans la vallée de Tenza, par exemple, les changements n'ont pas pris la forme spectaculaire de nouvelles institutions centrales, mais celle de pressions accrues sur la fiscalité, d'une réorganisation des paroisses, de l'expulsion des jésuites, et de la redéfinition des rapports entre communautés indiennes, élites locales et représentants du roi. Autrement dit, le changement n'était pas inexistant, mais il se manifestait de manière asymétrique, souvent invisible dans les grandes synthèses, mais bien réelle pour les acteurs concernés.

### Le changement vécu : pressions et asymétries

C'est ici que les sources locales deviennent cruciales. En 1792, quatre Indiens principaux furent emprisonnés pour retard de paiement de leur tribut. à Guateque, l'un des villages du *partido* de Tenza. À première vue, cet épisode pourrait sembler anecdotique. Mais il illustre en réalité un processus plus profond : la pression croissante exercée sur les communautés de base afin de rationaliser la collecte fiscale. Les administrateurs, eux-mêmes soumis à des exigences accrues de la Couronne, reportaient cette charge sur les contribuables. Les réformes, ainsi, n'étaient pas vécues sous la forme d'un discours

---

<sup>16</sup> ADELMAN, Jeremy. *Sovereignty and Revolution in the Iberian Atlantic*. New Jersey, Princeton University Press, 2006; BRADING, David A. *Mineros y comerciantes en el México Borbónico*. México, FCE, 1975: pp. 57-132; ANDRIEN, Kenneth J; KUETHE, Allan J [2014], *El mundo atlántico español durante el siglo XVIII. Guerra y reformas borbónicas, 1713-1796*. Bogotá, UR/LABLAA, 2018: pp. 56 y ss.

<sup>17</sup> HERRERA ANGEL, Marta “En un rincón de ese imperio en que no se ocultaba el sol: colonialismo, oro y terror en barbacoas. Siglo XIII”, en *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura*, No. 32, Bogotá, UNAL, 2005, pp. 31-49, [en línea] <https://revistas.unal.edu.co/index.php/achsc/article/view/8188>

sur la modernité ou sur les Lumières, mais à travers des contraintes concrètes : dettes, menaces, privations de liberté.

Ce constat ne vaut pas seulement pour les indigènes. Toutes les couches de la société ressentirent, à des degrés divers, le poids de ce réformisme. Les élites créoles virent leurs marges de manœuvre réduites, leurs fonctions publiques disputées, et leurs priviléges économiques menacés par le renforcement du contrôle royal<sup>18</sup>. Les curés et ordres religieux, notamment après l'expulsion des jésuites en 1767, durent affronter une centralisation spirituelle qui affectait leurs revenus et leur autorité<sup>19</sup>. Les marchands se heurtèrent aux limites imposées à leurs réseaux commerciaux, tandis que les villages indiens, comme ceux de Sogamoso ou de Zetaquirá, furent transformés en paroisses sous l'action de VERDUGO et OQUENDO, redéfinissant ainsi les hiérarchies locales.

La réforme, dans ce sens, ne fut pas seulement un projet global d'unification administrative : elle fut une expérience sociale vécue, souvent douloureuse, qui modifia les rapports entre individus et groupes. Elle fut ressentie comme une charge, comme une perte, comme une ingérence. L'illusion d'un échec généralisé disparaît alors : le changement existait, mais il prenait la forme d'une intensification des contraintes quotidiennes.

#### Le cas de Tunja : la résistance à l'uniformisation

Un autre exemple nous éclaire : celui du refus, à Tunja, d'adopter la réforme des *alcaldes de barrio*. Bien que la cédula royale eût établi ces figures municipales pour plusieurs capitales d'Espagne et d'Amérique, l'Audiencia rejeta en 1797-1798 la demande des marchands de Tunja, au motif que la ville ne remplissait pas les conditions nécessaires. Ici encore, ce qui peut paraître secondaire révèle une logique plus large. La monarchie tentait d'appliquer un modèle uniforme de contrôle urbain ; mais pas dans tout le royaume. La Modernité des réformes ne pouvait s'appliquer à des zones secondaires comme Tunja, capitale de la province où faisait partie le *partido* de Tenza.

Cet exemple rejoint les analyses de Charles WALKER<sup>20</sup>, pour qui les ambitions modernisatrices furent rapidement réorientées vers un objectif plus modeste : exercer un contrôle plus strict sur les

---

<sup>18</sup> LYNCH, John, *The Spanish American Revolutions 1808-1826*, Londres/Nueva York, Norton & Co., 1973 ; BRADING, David A. *Mineros y comerciantes en el México Borbónico*. México, FCE, 1975 : pp. 57-132

<sup>19</sup> PLATA, William Elvis, "“Dios está muy alto y el rey muy lejos”, o de cómo los dominicos neogranadinos afrontaron las Reformas Borbónicas, (1750-1800)", en ALBANI, Benedetta; DANWERTH, Otto y MEJÍA, Pilar *Normatividades e instituciones eclesiásticas en el Nuevo Reino de Granada, siglos XVI-XIX*, Frankfurt, Max Planck Institute for European Legal History, 2020: p. 125.

<sup>20</sup> WALKER, Charles F. "Civilize or Control?" The Lingering Impact of the Bourbon Urban Reforms", en ALJOVÍN DE LOSADA, Cristóbal et JACOBSEN Nils. *Political Cultures in the Andes 1750-1950*. Londres, Duke University Press, 2005: p. 86.

populations. La réforme ne fut donc pas une marche triomphale vers la modernité, mais une succession de compromis, de résistances et de réaménagements.

Le XVIII<sup>e</sup> siècle, vu depuis l'Amérique espagnole, ne fut ni une marche triomphale vers la modernité, ni un simple échec des réformes. Il fut un temps de pressions accrues, d'ajustements permanents, de résistances locales. Les réformes bourboniennes, loin de constituer un projet homogène, furent vécues de manière multiple et asymétrique selon les espaces et les groupes sociaux.

L'historiographie, en forgeant la catégorie de « réformes bourboniennes », a longtemps privilégié une vision globalisante. Mais le regard local révèle une autre histoire : celle des villages supprimés, des impôts alourdis, des Indiens emprisonnés, des villes qui se voient refuser d'appliquer certaines mesures. C'est dans ces détails, dans ces expériences concrètes, que l'on saisit la profondeur du changement.

En ce sens, le local n'est pas l'appendice du global, mais son complément nécessaire. Comprendre les réformes, ce n'est pas seulement analyser les intentions de la Couronne ; c'est aussi, et surtout, écouter les voix de ceux qui les ont subies. C'est à partir de ces expériences, souvent silencieuses, que l'on peut repenser le sens du changement au XVIII<sup>e</sup> siècle.

## 2. Réformer la périphérie. Une redéfinition sociale à travers le protectionnisme : les visites de 1756 et 1777 comme éléments matériels du réformisme

L'histoire sociale a montré combien les changements politiques et institutionnels du XVIII<sup>e</sup> siècle n'eurent pas partout la même portée, ni la même résonance. Le réformisme bourbonien, conçu dans les cercles madrilènes et relayé par les ministres, n'arriva pas jusqu'aux vallées périphériques de la Nouvelle-Grenade sous la forme d'un bloc homogène et univoque. Les réformes, présentées dans l'historiographie comme de vastes programmes de rationalisation et de centralisation, furent dans les faits vécues de manière différenciée par les divers groupes sociaux : Indiens, métis, Afro-descendants, créoles, petits et moyens propriétaires, élites locales ou fonctionnaires. Dans l'espace étudié — la vallée de Tenza — cette diversité des expériences sociales et politiques apparaît avec force. Elle montre que les habitants ne furent pas de simples récepteurs passifs de directives venues du centre, mais des acteurs qui négocièrent, adaptèrent, acceptèrent ou rejetèrent les réformes selon leurs intérêts et leurs contraintes.

Ainsi, considérer les réformes comme un « succès » ou un « échec » revient à projeter sur elles une téléologie anachronique. Ni la Couronne, ni ses agents locaux, ni encore moins les populations soumises ne disposaient d'une vision achevée du résultat attendu. Les mesures se heurtaient à des résistances, se combinaient avec des pratiques anciennes, ou se transformaient dans leur application concrète. Les populations locales interprétaient les changements à partir de leurs préoccupations

immédiates : terres, impôts, charges collectives, justice, inimitiés quotidiennes. Dans la vallée de Tenza, où il n'y eut ni universités, ni opéras, ni grandes infrastructures, les habitants vécurent le réformisme à travers ces réalités ordinaires : la suppression de villages, la réorganisation foncière, l'augmentation de la pression fiscale, l'incarcération d'Indiens accusés de ne pas respecter le tribut, ou encore la redistribution forcée de terres communales.

Ces expériences quotidiennes révèlent la nature asymétrique du changement. Les réformes ne furent pas appliquées uniformément : elles concernaient simultanément toutes les couches de la société, mais de manière différente. Les élites créoles durent composer avec une pression fiscale croissante, des rivalités locales accrues et la lente désintégration de leurs réseaux familiaux. Les petits propriétaires et métis, de plus en plus nombreux, profitèrent parfois des redistributions de terres indigènes pour s'établir, au prix de tensions juridiques et politiques. Quant aux communautés indiennes, elles subirent directement la suppression de leurs villages ou la vente de leurs terres « excédentaires », et furent souvent présentées comme responsables du retard économique de l'Amérique espagnole<sup>21</sup>.

Les visites de 1756 et 1777 constituent deux moments privilégiés pour observer cette dynamique. Elles ne furent pas de simples exercices bureaucratiques de recensement : elles réorganisèrent en profondeur les rapports sociaux et territoriaux. La tradition du dénombrement, déjà ancienne dans la monarchie hispanique, acquit au XVIII<sup>e</sup> siècle une fonction nouvelle : reconnaître, classer et assigner à chaque sujet du roi une place précise dans l'espace et dans la hiérarchie fiscale<sup>22</sup>. Sous la pression d'augmenter les revenus de la Couronne, les administrateurs utilisèrent ces instruments pour redéfinir les communautés locales et leur intégration dans l'Empire. Mais c'est précisément à ce point que la tâche devint ardue : il revenait à ces mêmes administrateurs de trancher ce qui faisait l'*Indien* et de le distinguer du *non-Indien*, dans un contexte marqué par le métissage, les mobilités sociales et l'ambiguïté des appartenances.

La visite de 1756, menée par VERDUGO et OQUENDO, illustre ce tournant. Dans le village indien de Somondoco, les terres communales furent vendues aux enchères aux voisins blancs, qui purent ainsi transformer l'espace en un lieu « digne » de leur statut, doté d'infrastructures et de services conformes à leur prestige<sup>23</sup>. Cet événement, s'inscrivait dans une tendance générale : les terres jugées mal

<sup>21</sup> COLMENARES, Germán, *Relaciones e informes de los gobernantes de la Nueva Granada*. T

<sup>22</sup> SAETHER, Steinar A., "Counting Indians: Census categories in late colonial and early Republican Spanish America" in AXELSSON, Peter SKÖLD [coord.] *Indigenous Peoples and Demography: The Complex Relation between Identity and Statistics*. Ney York, Berghahn Books, 2011: pp. 55-72

<sup>23</sup> Ver RODRÍGUEZ NUPÁN, Elver Armando. "Derriben las casas para que no les quede esperanza de restituirse a ellas. Erección de la parroquia de Sogamoso, 1777-1810", en *Fronteras de la historia*, vol. 19, N°2, Bogotá, ICANH, 2014: pp. 96-120 y, ACEVEDO TARAZONA, Álvaro y TORRES GÜIZA, Johan Sebastià. "Mestizaje y cambio jurisdiccional de pueblo de indios a parroquia: el caso de Oiba, siglo XVIII" en *Historia 2.0*, No 9. Bucaramanga, Asociación Historia Abierta, 2015: pp. 117-133.

peuplées ou improductives furent redistribuées, regroupées, ou offertes à de nouveaux occupants. La logique était celle de la productivité, fortement marquée par la pensée physiocratique en vogue : valoriser la terre, réactiver la grandeur espagnole, et fonder la richesse de l'Empire sur l'agriculture plutôt que sur le seul or.

La conséquence immédiate fut une remise en cause du protectionnisme ancien. Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, la Couronne entretenait un discours envers les communautés indiennes en leur promettant l'accès aux terres des *resguardos*, même si, dans la pratique, cette garantie fut rarement respectée. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, sous prétexte de la diminution démographique des populations indigènes, la Couronne élabora une nouvelle justification pour engager leur redistribution. Conscients de l'instabilité croissante de leurs domaines, les Indiens durent s'adapter à ces réorganisations, souvent au prix de déplacements forcés et de la perte progressive de leur autonomie politique et territoriale. En 1754 déjà, la *Junta Suprema de Tribunales* avait validé le transfert des Indiens des villages de Yuca et Sutatausa vers celui de Sáchica, officialisant ainsi la suppression de deux villages entiers au nom de la rationalisation fiscale et pastorale<sup>24</sup>.

Mais la redistribution des terres ne toucha pas que les Indiens. En redéfinissant les espaces paroissiaux, le réformisme créa aussi de nouvelles opportunités pour les métis et les créoles. La formation de paroisses blanches impliquait la constitution de conseils municipaux, la nomination de notaires, de gouverneurs, de maîtres d'école : autant de charges publiques qui consolidèrent la présence et le pouvoir des groupes non indiens. Le réformisme, en apparence dirigé d'en haut, se traduisit donc par des recompositions locales où les habitants purent négocier, tirer parti ou au contraire résister.

Dans ce contexte, le rôle du *corregidor* prit une importance nouvelle. Loin de disparaître, comme certains projets réformistes l'avaient prévu, il devint un acteur central de l'articulation entre ordres venus du centre et réalités locales. À Tenza, le corregidor n'était pas seulement l'agent d'exécution des réformes : il reconfigurait les alliances, consolidait ou défaisait des pactes entre voisins, et contribuait ainsi à structurer la vie politique locale<sup>25</sup>.

La visite de 1777 confirma cette logique car elle réactiva les tensions autour des terres, des impôts et des charges. En comparant ses objectifs avec le programme réformiste de José de GALVEZ, on constate que l'application locale divergea nettement : au lieu d'une rationalisation uniforme, on observe des ajustements pragmatiques, parfois contradictoires, toujours négociés. L'administration bourbonienne

<sup>24</sup> Junta de tribunales, anuncio de traslado de pueblos de indios y precisiones sobre la recolección del tributo, 1754, en AGN, (Bogotá). Colonia, *Caciques e Indios*, T. 3: f. 362 r.

<sup>25</sup> SILVA PRADA, Natalia. "Cultura Política tradicional y opinión crítica: los rumores y pasquines iberoamericanos de los siglos XVI al XVIII", en *Tradición y modernidad en la historia de la cultura política. España e Hispanoamérica, siglos XVI-XX*. México, Universidad Autónoma Metropolitana, 2009.

dépendait de l'acceptation des gouvernés, dans une logique de pouvoir bidirectionnelle typique des sociétés d'Ancien Régime<sup>26</sup>.

Ainsi, les réformes dans la vallée de Tenza doivent être comprises moins comme un « échec » que comme une recomposition inégale et fragmentée. Les habitants — Indiens, métis, créoles — interagirent avec elles, les adaptèrent à leurs contextes, et en firent un instrument de leurs propres stratégies. Ce processus, perceptible à travers la réorganisation foncière, la fiscalité, et la transformation des charges locales, révèle une société en mouvement, façonnée par des changements venus de l'extérieur mais retraduits dans des pratiques spécifiques. Loin de l'image d'une périphérie immobile ou d'une simple victime des décisions royales, la vallée de Tenza apparaît comme un espace où le réformisme bourbonien fut vécu, négocié et redéfini à travers des dynamiques sociales concrètes.

### 3. L'espace : juridictions, mobilités et contention

#### L'artificialité de la juridiction

L'une des premières questions à poser lorsqu'on entreprend une étude sur l'espace colonial est la suivante : quel espace prend-on pour objet ? Dans le cas de la vallée de Tenza, l'unité d'analyse retenue fut le *partido*. Cette entité n'était pas une donnée « naturelle », mais une construction administrative imposée par la Couronne. Le *partido* regroupait plusieurs *pueblos de indios* sous l'autorité d'un fonctionnaire appelé *corregidor*, nommé directement par le roi. Sa fonction était double : incarner la justice royale et assurer la perception du *tributo*, l'impôt spécifique payé par les indigènes.

Le *partido* ne reflétait pas une organisation préexistante dans les Andes, mais traduisait une greffe institutionnelle issue de la tradition ibérique. Comme l'a montré Alain MUSSET<sup>27</sup>, la juridiction dans l'Amérique espagnole fonctionnait comme un espace projeté : elle répondait moins aux logiques des habitants qu'aux besoins de la Couronne, notamment en matière de fiscalité et de contrôle politique. La carte se dessinait depuis Madrid ou Santa Fe de Bogotá, mais devait s'appliquer à des sociétés dont les pratiques spatiales ne correspondaient pas aux schémas ibériques.

Ainsi, en choisissant le *partido* comme cadre d'analyse, nous mettons en évidence la tension permanente entre l'ordre juridique imposé et les usages sociaux de l'espace. Comme le rappelle LANGEBAEK, les communautés indigènes possédaient des formes d'organisation antérieures, avec des

---

<sup>26</sup> 26 « Introduction », EXBALIN, Arnaud et RAGON, Pierre, [coords.] *Le roi de justice au Nouveau Monde. Lien de fidélité et pratiques judiciaires (XVIe-XVIIIe siècles)*. París, Presses Universitaires de Paris Nanterre, 2020 : pp. 12-13.

<sup>27</sup> MUSSET, Alain. *Villes nomades du Nouveau Monde*. Paris, EHESS, 2002: pp. 16-17.

logiques territoriales flexibles, liées aux mobilités saisonnières, aux alliances et aux échanges<sup>28</sup>. L'imposition d'un territoire figé, borné, juridiquement délimité, représentait donc une rupture<sup>29</sup>.

La juridiction coloniale constituait un instrument d'unification et de centralisation. Elle visait à rendre lisible un territoire hétérogène, en fixant des points de contrôle : le chef-lieu du *partido*, la résidence du *corregidor*, les registres des tributaires. Cette logique d'encadrement n'était pas neutre. Comme l'a analysé HERRERA, elle faisait partie d'une stratégie plus large : figer les populations pour mieux les gouverner et faciliter leur « apprentissage » de la vie en *policía cristiana*. La vie « à l'espagnole » (en communauté villageoise, sous l'autorité d'un curé et d'un *corregidor*) constituait l'horizon de cette politique<sup>30</sup>.

Or, cette tentative d'ordonner l'espace sur un modèle ibérique entraînait en contradiction avec les mobilités préhispaniques. Avant la conquête, les sociétés de la région connaissaient une pluralité de déplacements : migrations agricoles, échanges intercommunautaires, pèlerinages religieux. L'arrivée des Espagnols introduisit une nouvelle mobilité, celle des colons eux-mêmes, venus exploiter la terre, circuler entre les mines et les haciendas, revendiquer des droits de propriété. Ces mouvements rendaient instable la volonté royale de fixer les populations.

Ainsi, dès ses origines, la juridiction coloniale se construisit dans une tension permanente entre immobilisation et circulation, entre cadre légal et pratiques sociales.

#### La mobilité comme problème et comme ressource

La mobilité des populations indigènes se présenta d'abord comme un problème pour l'administration coloniale. Les décrets royaux prévoyaient que chaque Indien réside dans un *pueblo de indios*, afin de garantir sa catéchisation, sa surveillance et le paiement du *tributo*. Or, de nombreux groupes échappaient à ce contrôle en se déplaçant vers les zones marginales, en se réfugiant dans les montagnes, ou en rejoignant des établissements éloignés.

Ces mobilités inquiétaient la Couronne, car elles menaçaient la base même de son système fiscal et spirituel<sup>31</sup>. Rappelons-nous que l'impôt colonial dépendait d'un enregistrement stable des tributaires :

---

<sup>28</sup> SAENZ, Juanita. "Los antiguos alfareros del Bajo Valle de Tenza...", *Op. Cit.*

<sup>29</sup> HERRERA ÁNGEL, Martha, "Transición entre el ordenamiento territorial prehispánico y el colonial en la Nueva Granada", en *Historia Crítica*, Nº 32. Bogotá, Uniandes, 2006: pp. 125 y ss; de la même auteure, "Las divisiones político-administrativas del virreinato de la Nueva Granada a finales del período colonial", en *Historia Crítica*, Nº 22. Bogotá, Uniandes, 2001: p. 77, pieds de page 13 y 14.

<sup>30</sup> HERRERA, Marta. *Ordenar para Controlar. Ordenamiento espacial y control político en las Llanuras del Caribe y en los Andes Centrales neogranadinos, siglo XVIII*. Bogotá, ICAHN, 2002: pp. 16-17.

<sup>31</sup> GIUDICELLI, Christophe, "Acculturation et subversion. Siège et destruction de Santiago Papasquiaro par les Tepehuanes (17 et 18 novembre de 1616)" en LAVALLÉ, Bernard. *Transgressions et stratégies du métissage en Amérique coloniale*. Paris, Presse Sorbonne Nouvelle, 1999: pp. 33-43. La cita exacta se encuentra en la página 35 de la versión electrónica, disponible en <https://books.openedition.org/psn/1439?lang=en#text>

si les individus bougeaient, les registres devenaient caducs, et la légitimité de la domination s'effritait. En regroupant les populations dispersées dans des *reducciones* ou *pueblos de indios*, La Couronne espérait mieux organiser la perception du tribut et le contrôle religieux. L'idée, défendue par Bartolomé de las CASAS, visait à protéger les indigènes des abus des colons en les séparant dans des villages spécifiques. Mais ce principe de protection fut inséparable d'une logique de contention : contenir les indigènes dans un espace assigné, les éloigner des Espagnols tout en les soumettant à une tutelle étroite.

Pourtant, ces mêmes mobilités furent aussi exploitées par la Couronne. Lorsqu'un village (*pueblo de indios*) ne remportait plus le capital suffisant, on embarquait ses indiens et les regroupait dans un autre village afin de gonfler artificiellement la population du village récepteur et arrêter les dépenses de corregidor et curé *doctrinero* dans le village supprimé.

La mobilité ne disparut pas pour autant. Les communautés indigènes utilisèrent l'espace à leur avantage : elles fuyaient parfois pour éviter le tribut, envoyait des membres dans d'autres villages afin de diversifier leurs stratégies économiques, ou contournaient l'autorité coloniale par des alliances locales. Ces pratiques de mobilité représentaient une forme d'action politique : elles obligaient la Couronne à adapter sans cesse ses dispositifs de contrôle.

Ainsi, la mobilité fut à la fois perçue comme une menace et mobilisée comme une ressource, aussi bien par les administrateurs que par les habitants de la vallée de Tenza.

#### Protectionnisme, contention et dépolitisation

Le protectionnisme colonial constitua un autre élément central dans l'organisation de l'espace. Héritée des débats du XVI<sup>e</sup> siècle, notamment des *Leyes de Burgos* de 1512 et des réflexions de las CASAS, cette doctrine visait à justifier la domination espagnole en présentant l'Indien comme un être fragile, nécessitant la tutelle royale.

Concrètement, ce protectionnisme se traduisit par la fondation des *pueblos de indios*. Les indigènes y recevaient une terre inaliénable -en principe-, destinée à garantir leur subsistance et leur reproduction sociale. Mais cette concession était assortie de conditions : interdiction de vendre ces terres, obligation de vivre en communauté, soumission à un curé *doctrinero* et au *corregidor*. Loin de reconnaître une autonomie politique, le système cherchait à dépolitisier l'Indien en le rendant dépendant de la tutelle du roi.

Ainsi, nous avons démontré que la contention consistait précisément à identifier l'Indien à la terre. L'Indien ne pouvait exister politiquement que dans la mesure où il restait attaché à son sol, où il payait le tribut, où il respectait les cadres de la communauté. Sortir de cet espace signifiait sortir de la

protection, donc perdre ses droits. En ce sens, la terre fonctionnait comme une prison autant que comme une garantie. Et c'est dans ce niveau que nous sommes partis à la recherche d'autres formes d'action politique de ces acteurs.

Ce mécanisme -l'octroi du *pueblo de indios*- entraîna des contradictions. D'un côté, la Couronne affirmait protéger les indigènes des excès des colons blancs. De l'autre, elle limitait leur autonomie en les enfermant dans un modèle communautaire figé. La protection devenait ainsi un instrument de domination, en masquant la contrainte sous les apparences d'un privilège. En plus, cette protection était changeante, comme en témoignent des successives suppressions des *resguardos* et des transferts forcés vécus par les populations indigènes depuis le XVI<sup>e</sup> siècle.

Dans la vallée de Tenza, cette logique de contention fut centrale. Les indigènes se trouvaient - nominalement-assignés à leurs villages, mais cette assignation suscita des résistances et des négociations. Les mobilités devinrent des formes de contestation silencieuse, en même temps que des adaptations nécessaires pour survivre.

#### Les *visitas a la tierra* : contrôle, plainte et réappropriation

Parmi les instruments de la Couronne pour encadrer l'espace et les populations, les *visitas a la tierra* occupèrent une place centrale. Ces inspections, conduites par un fonctionnaire mandaté directement par le roi, avaient pour objectif de vérifier l'état des communautés, de contrôler les abus des *encomenderos* et de réajuster l'organisation fiscale.

La logique de la *visita* était celle d'un audit. Le fonctionnaire recueillait les plaintes (*reclamos*) des indigènes, mesurait les terres, vérifiait les registres du *tributo* et corrigeait les irrégularités. En théorie, il s'agissait d'un mécanisme de protection. Mais en pratique, ces visites fonctionnaient aussi comme des dispositifs de reconfiguration de l'espace : elles pouvaient ordonner le déplacement d'un village, fusionner deux communautés ou redéfinir les obligations fiscales<sup>32</sup>.

Dans la vallée de Tenza, les visites du XVIII<sup>e</sup> siècle révélèrent cette ambiguïté. D'un côté, elles offraient aux communautés indigènes un espace pour exprimer leurs griefs. Les *cédulas* royales garantissaient que leurs voix soient entendues, et certains caciques surent utiliser ces occasions pour renforcer leurs positions. De l'autre, les visites entraînaient souvent des bouleversements imposés : regroupements forcés, suppressions de villages, réorganisation des terres.

Les indigènes ne restèrent pas passifs face à ces mécanismes. Ils apprirent à les instrumentaliser. Présenter une plainte lors d'une *visita* pouvait servir à régler un conflit interne, à contester l'autorité

---

<sup>32</sup> COLMENARES, Germán. *La provincia de Tunja en el Nuevo Reino de Granada Ensayos de historia social, 1539-1800*. Bogotá, Tercer Mundo Editores, 1997: p. 37..

d'un cacique rival, ou à obtenir un allégement fiscal. La *visita* devint ainsi un lieu d'action politique, où se jouait la capacité des communautés à négocier leur place dans l'ordre colonial.

### Les *vecinos* : habitants entre deux mondes

La société de la vallée de Tenza ne se réduisait pas aux indigènes regroupés dans les *pueblos de indios*. Aux côtés de ceux-ci vivaient d'autres catégories sociales, regroupées sous la notion de *vecinos*. Le terme, hérité de la tradition castillane, désignait avant tout un statut juridique : être reconnu comme habitant légitime d'une localité, avec des droits et des obligations.

Dans la pratique, les *vecinos* de Tenza formaient un groupe hétérogène. On y trouvait des propriétaires terriens d'origine espagnole et *criollos*, des métis, des descendants d'anciennes élites indigènes en déclin, mais aussi des Blancs pauvres sans grands moyens. Cette diversité reflétait la complexité de la société coloniale, où les hiérarchies ne se réduisaient pas à une opposition binaire entre Espagnols et Indiens.

Beaucoup de *vecinos* refusaient de se laisser enfermer dans une logique de sujétion territoriale stricte. Ils revendiquaient des droits dans plusieurs localités à la fois, devenant ce que les sources appellent parfois des « *doble vecindades* ». Cette situation leur permettait de jouer sur plusieurs registres : bénéficier des avantages fiscaux dans une localité, tout en conservant des terres ou des alliances dans une autre.

Ces pratiques mettaient en difficulté l'administration coloniale, qui cherchait à stabiliser la population pour garantir la collecte du tribut et l'exercice de la justice. La mobilité des *vecinos* révélait une tension constante entre les logiques sociales et les cadres juridiques. En revendiquant une double appartenance, ces habitants redessinaient les limites de la juridiction coloniale et défiaient l'autorité du *corregidor*.

### Vagabonds, joueurs et population flottante

En marge de ces catégories reconnues, la vallée de Tenza abritait aussi une population flottante. Les archives judiciaires et administratives mentionnent régulièrement des vagabonds, des joueurs, des individus sans attache précise. Leur présence inquiétait les autorités, car ils échappaient aux registres fiscaux et menaçaient l'ordre public.

Ces vagabonds constituaient une catégorie ambiguë. Certains étaient d'anciens tributaires qui avaient quitté leur village ; d'autres, des métis ou des Blancs pauvres cherchant à survivre en circulant d'une localité à l'autre. Leur mobilité les rendait difficiles à contrôler. Ils apparaissent souvent dans les

dossiers de justice comme accusés de petits délits, mais aussi comme témoins ou complices dans les conflits locaux.

Pour l'administration, cette population flottante représentait un défi. Elle brouillait les frontières sociales et territoriales. Comment percevoir le tribut ou appliquer la justice sur des individus sans résidence fixe ? Comment intégrer ces mobilités imprévisibles dans une logique de juridiction figée ?

Les vagabonds incarnaient une réalité quotidienne de la société coloniale. Leur circulation mettait en évidence la porosité des frontières du *partido* et la difficulté à imposer une immobilisation générale des populations. D'autant plus, lorsque l'enquête judiciaire avançait, on s'apercevait du fait que ces vagabonds sans attaches étaient en connexion avec le *vecindario*, et souvent en faisait partie.

#### La justice itinérante : gouverner en se déplaçant

Le mouvement ne concernait pas seulement les habitants. L'administration elle-même était mobile. Le *corregidor*, représentant du roi dans le *partido*, devait se déplacer régulièrement pour exercer ses fonctions. Il parcourait les villages, tenait audience, percevait les tributs, réglait les conflits. De même faisaient les *alcaldes ordinarios*, des envoyés de la municipalité de Tunja pour résoudre les conflits mineurs dans les zones éloignées du chef-lieu de province.

Cette justice itinérante répondait à une logique pragmatique : dans un territoire accidenté, sans routes fixes ni centres urbains denses, le pouvoir ne pouvait s'exercer qu'en mouvement. Mais cette mobilité de l'administration révélait aussi les limites de la juridiction coloniale. Le pouvoir du *corregidor* dépendait de sa présence physique. Loin de lui, les communautés retrouvaient une autonomie relative, qu'elles pouvaient utiliser pour contourner ses ordres ou retarder leurs paiements.

Cette mobilité administrative faisait partie intégrante de la construction de l'espace colonial. Gouverner signifiait se déplacer, aller à la rencontre des sujets, enregistrer leurs obligations. Mais elle impliquait aussi une fragilité : l'autorité n'était jamais totalement stable, toujours exposée aux absences, aux retards, aux résistances locales.

#### Villages déplacés et supprimés

Enfin, la politique coloniale ne se contenta pas de contrôler les villages existants. Elle alla jusqu'à déplacer ou supprimer certaines localités. Dans la logique des *reducciones*, la Couronne cherchait à regrouper les populations dispersées dans des centres plus faciles à surveiller.

Ces déplacements pouvaient être justifiés par des arguments divers : éloignement des terres cultivables, difficultés d'accès, ou encore volonté de rapprocher les indigènes d'un curé *doctrinero*.

Mais derrière ces raisons pratiques se cachait une logique politique : réduire la dispersion, rendre la population plus lisible, renforcer le contrôle administratif.

Dans la vallée de Tenza, les archives mentionnent plusieurs cas de villages supprimés ou fusionnés. Les habitants furent contraints de rejoindre un autre *pueblo de indios*, parfois éloigné de leurs terres. Ces déplacements provoquèrent des tensions, des résistances, voire des fuites. Comme l'a montré MUSSET, la suppression d'un village ne signifiait pas sa disparition immédiate : les anciens habitants continuaient parfois à revenir cultiver leurs terres, à entretenir leurs réseaux locaux, à revendiquer leur mémoire collective.

Ces processus révélèrent une nouvelle fois la contradiction entre le projet de contention – figer les populations dans un espace défini – et les pratiques sociales, toujours marquées par la mobilité, la mémoire et l'adaptation.

#### La logique de contention : immobiliser pour gouverner

Au cœur de la politique coloniale se trouvait une logique fondamentale : contenir. Le pouvoir espagnol chercha à fixer les populations dans un espace défini, afin de rendre possible leur gouvernance. Comme l'a noté HERRERA, immobiliser les indigènes permettait de garantir leur accès à la doctrine chrétienne, de faciliter la collecte du tribut et d'introduire progressivement une « vie en *policía cristiana* », c'est-à-dire conforme aux normes sociales et religieuses de la Couronne.

Cette logique se traduisit par la création des *pueblos de indios*, par les déplacements forcés, par l'insistance sur l'attachement à la terre. L'Indien était pensé comme inséparable de son territoire : il devenait Indien parce qu'il habitait une communauté reconnue, cultivait des terres assignées, payait le tribut à partir de cette assise foncière.

Le protectionnisme invoqué par la Couronne, inspiré en partie par l'héritage lascasien, a contribué ainsi à naturaliser ce lien. L'Indien, séparé des excès des colons espagnols, était « protégé » par la Couronne, mais au prix d'une réduction de son autonomie. La protection se transformait en contention : assigner un espace, fixer une identité, limiter les circulations.

#### Mobilités et résistances : l'espace comme ressource politique

Pourtant, la société de la vallée de Tenza ne cessa de mettre à l'épreuve cette logique. Les mobilités restèrent omniprésentes, héritées du monde préhispanique et renouvelées par la colonisation.

Les indigènes utilisèrent les déplacements pour échapper aux exigences fiscales, pour préserver des pratiques culturelles ou pour négocier de meilleures conditions. Les *vecinos* multiplièrent les appartenances territoriales, brouillant les frontières juridiques du *partido*. Les vagabonds et la

population flottante défièrent les registres administratifs en circulant sans attache fixe. Même les administrateurs, contraints de se déplacer pour gouverner, démontraient que le pouvoir colonial lui-même ne pouvait s'exercer qu'en mouvement.

Dans ce contexte, la mobilité devint un acte politique. Vivre dans un *pueblo de indios* signifiait reconnaître le pouvoir et accepter ses règles. Quitter ce cadre, circuler, se déclarer double *vecino*, ou même se laisser classer comme vagabond, pouvait constituer une manière de contester ou de négocier la domination. Comme l'a observé ESPINOSA MORENO pour d'autres régions de la province de Tunja, les pratiques quotidiennes des populations indigènes pouvaient activer une véritable culture politique, fondée non sur des grands discours, mais sur des gestes de résistance, d'adaptation et de négociation<sup>33</sup>.

#### Entre discours et réalité : la production d'un espace colonial

L'étude de la juridiction du *partido* montre clairement l'écart entre le projet colonial et sa réalisation concrète. Le discours royal présentait l'espace comme un cadre figé, où chaque population avait une place définie. Mais la réalité quotidienne était celle d'un espace mouvant, produit par les circulations, les contestations et les ajustements.

Le pouvoir colonial n'était donc pas seulement une imposition venue d'en haut. Il se construisait dans l'interaction : les autorités adaptaient leurs mesures en fonction des résistances locales ; les communautés s'appropriaient les dispositifs pour défendre leurs intérêts. Les *visitas*, prévues pour contrôler, devenaient des tribunes politiques. Les suppressions de villages, censées stabiliser, engendraient de nouvelles circulations. Les registres fiscaux, conçus pour fixer les identités, étaient détournés par les doubles *vecinos*. L'espace colonial fut ainsi une construction partagée, marquée par la tension permanente entre contention et mobilité.

#### De la contention à la politisation de l'espace

Ce chapitre a montré que la question de l'espace ne relevait pas seulement de la géographie ou de l'administration. Elle constituait un enjeu profondément politique. Définir une juridiction, déplacer un village, limiter une mobilité : toutes ces mesures visaient à organiser le pouvoir. Mais en retour, les pratiques sociales transformaient ces décisions en autant d'occasions de contestation, d'adaptation ou de négociation.

L'Indien n'était pas seulement défini par son lien à la terre : ce lien pouvait être réinterprété, détourné, utilisé pour construire de nouvelles formes d'action politique. De même, les autres habitants – métis,

---

<sup>33</sup> ESPINOSA MORENO, Nubia Fernanda, "La cultura política de los indígenas del norte de la provincia de Tunja durante la reconquista española" en ACHSC, Vol. 17, N° 3, Bogotá, UNAL, 2010: pp. 121-148

Blancs pauvres, élites locales en déclin – inscrivaient leurs mobilités dans une logique de survie, qui pouvait, souvent, entrer en conflit avec les intérêts des autres groupes sociaux.

Ainsi, la vallée de Tenza avec son caractère périphérique se positionnait dans le centre d'une série des pratiques et déplacements pouvant même questionner le supposé ordre social. Contester les catégories d'implantation spatiale relevait aussi un questionnement des outils d'implémentation du pouvoir : dans ce sens, bouger devenait politique

Cette analyse de la juridiction et de la contention ouvre directement sur le thème du chapitre 4, consacré aux mobilités. Si le chapitre 3 a montré les logiques de fixation et les contradictions qu'elles engendraient, le suivant explorera plus précisément les circulations concrètes : migrations saisonnières, déplacements forcés, réseaux de commerce, itinéraires judiciaires.

Nous verrons comment ces mobilités, loin d'être marginales, participèrent à la redéfinition du politique. Elles constituèrent une réponse directe aux tentatives de contention, mais aussi un moteur de transformation des relations sociales et des représentations de l'espace colonial.

#### 4. Mobilités et transformations spatiales dans la vallée de Tenza

Dans ce chapitre, nous analysons les mobilités des populations dans la vallée de Tenza, en montrant leur importance pour comprendre les dynamiques sociales, politiques et économiques de l'espace colonial. Contrairement à une vision statique, où la Couronne cherchait à fixer les populations pour mieux les contrôler et percevoir le tribut, cette vallée révèle un mouvement constant d'individus et de groupes sociaux, révélateur de stratégies d'adaptation, de résistance et de négociation. Ces mobilités ne concernent pas uniquement les populations indigènes, mais également les *vecinos*, les métis, les blancs pauvres et l'ancienne élite locale en déclin, ainsi que des acteurs périphériques tels que les vagabonds, voyageurs, *arrieros*, *doctrineros* et administrateurs. Tous contribuent à redéfinir l'espace, ses règles et sa perception.

La vallée de Tenza, située à proximité des Llanos orientales, constituait un espace de passage et d'évasion pour les populations locales, ainsi qu'un point de convergence des flux économiques et des interventions politiques. Les villes frontalières du Nouveau Royaume de Grenade se caractérisaient par leur mobilité et leur capacité à intégrer des populations diverses, créant des interactions complexes entre le pouvoir colonial et les pratiques locales<sup>34</sup>.

Avant même l'arrivée des Espagnols, les populations indigènes pratiquaient des mobilités saisonnières ou économiques. L'instauration des *partidos* et des *pueblos de indios* par les autorités coloniales visait

---

<sup>34</sup> CASTRO ROLDÁN, Andrés. "Santiago de las Atalayas: una ciudad de la frontera en el Nuevo Reino de Granada (XVI-XVIII)" en *Fronteras de la Historia*, núm. 12, Bogotá, ICAHN, 2007, pp. 301-339.

à fixer ces populations pour garantir le tribut et la conformité à la *policía cristiana*<sup>35</sup>. Mais les communautés indigènes ont développé des stratégies pour contourner ce contrôle, en se déplaçant hors de la juridiction des *corregidores* ou en adaptant leur commerce et leurs activités économiques. Cette mobilité devient alors un acte politique, révélant la capacité des populations à résister à la domination coloniale tout en s'adaptant aux nouvelles contraintes.

Par ailleurs, certains *vecinos* utilisaient la technique des doubles *vecindades*, déclarant résider dans deux lieux différents. Manuel CARRANZA<sup>36</sup> en est un exemple : cette pratique permettait d'élargir l'espace d'interaction sociale et politique, d'optimiser la gestion de biens et d'échapper à certaines obligations fiscales ou judiciaires. Ces pratiques démontrent que la mobilité n'était pas seulement une stratégie de survie, mais également un moyen de négocier l'espace social et politique.

La vallée de Tenza accueillait également une population flottante composée de forains, vagabonds, criminels et voyageurs itinérants. Les voyageurs et *arrieros* (muletiers) facilitaient les échanges entre la vallée et les Llanos orientales, contribuant au commerce et à la circulation des biens<sup>37</sup>). Les criminels et vagabonds représentaient un défi pour le maintien de l'ordre colonial, souvent ciblés par les réformes urbaines et judiciaires<sup>38</sup>. Les administrateurs et *doctrineros*, se déplaçaient pour appliquer la justice et diffuser la doctrine chrétienne, illustrant que la mobilité servait également le pouvoir colonial.

Les déplacements ne concernaient pas seulement les individus, mais également les villages eux-mêmes. Les autorités coloniales ont procédé à la réorganisation territoriale, à travers la réduction des villages indiens et la fondation de nouvelles localités. Inspiré par le modèle des *reducciones*, ce processus visait à protéger les populations indigènes des abus des colons tout en les intégrant dans la *policía*<sup>39</sup>. Cependant, ces transformations ont produit des effets paradoxaux : la Couronne cherchait à

---

<sup>35</sup> Ver HERRERA ÁNGEL, Marta, *Ordenar para Controlar. Ordenamiento espacial y control político en las Llanuras del Caribe y en los Andes Centrales neogranadinos, siglo XVIII*. Bogotá, ICAHN, 2002. , pp. 177 y ss. y 198 y ss.

<sup>36</sup> Guateque, 1808, AGN (Bogotá), Colonia, *Policía*, T. 5: f. 614 r.

<sup>37</sup> LANGEBAEK, Carl Henrik, et al., *Por los caminos del Piedemonte: una historia de las comunicaciones entre los Andes Orientales y los Llanos, siglos XVI a XIX*. Bogotá, Uniandes, 2000: p. 66.

<sup>38</sup> GONZÁLEZ QUINTERO, Nicolás Alejandro. “Se evita que de vagos pasen a delincuentes”: Santafé como una ciudad peligrosa (1750-1808)”, en *Anuario colombiano de historia social y de la Cultura*, Volumen 32, nº2, Bogotá, Universidad Nacional, 2010. LÓPEZ BEJARANO, Pilar, “Control y desorden en Santa Fe de Bogotá (Nueva Granada) en torno a las reformas urbanas de finales del siglo XVIII”, en *Brocar, Cuadernos de investigación histórica*. N | 30, Logroño, Universidad de La Rioja, 2006.

<sup>39</sup> FALS BORDA, Orlando. “Indian congregations in the New Kingdom of Granada: Land tenure and aspects. 1595-1850”, en *The Americas*, Vol, 13 Nº 4. Cambridge, Cambridge University Press, 1957: pp 341-342, p. MÖRNER, Magnus. “Las comunidades de indígenas y la legislación segregacionista en el Nuevo Reino de Granada” en *ACHSC*, núm 1. Bogotá, Universidad Nacional, 1963: pp. 72 y ss.

fixer les populations pour mieux les contrôler, tandis que les communautés indigènes exploitaient ces réorganisations pour contourner le pouvoir colonial<sup>40</sup>.

La mobilité influençait également la construction sociale de la race. Le concept d’“ « indien » était attribué selon des valeurs supposées innées, mais pouvait varier selon les pratiques économiques, politiques ou territoriales<sup>41</sup>. Un individu pouvait être considéré comme « indien » pour des obligations fiscales, mais comme métis ou *vecino* selon son implication dans le commerce ou la vie politique. Cette flexibilité renforçait le rôle de la mobilité comme outil de négociation sociale et juridique.

La circulation des populations était étroitement liée à la fiscalité coloniale. Les indiens se déplaçaient pour payer le tribut dans différents *pueblos de indios* ou pour échapper à l’assujettissement. Les autorités devaient ajuster leurs stratégies, notamment à travers des *juicios de residencia* ou des audits des *encomenderos*, pour maintenir l’ordre et garantir la collecte du tribut. Le protectionnisme lascasien visait à dépolitiser l’indien en le liant à la terre : l’indien devient la terre et la conserve à condition de payer le tribut et de vivre selon les règles coloniales. Les *Visitas a la tierra* constituaient un mécanisme de surveillance, permettant aux communautés de présenter réclamations et représentations, transformant la mobilité en instrument politique<sup>42</sup>.

La mobilité était également au cœur des activités économiques et commerciales. Les propriétaires de terres se déplaçaient pour gérer leurs propriétés et participer aux marchés, tandis que les indiens commerçants transportaient produits et denrées pour satisfaire leurs besoins et leurs obligations fiscales. Les métis et *vecinos* participaient aux circuits commerciaux *inter-partidos*, renforçant la fluidité territoriale. Ainsi, l'espace n'était pas figé, mais constamment redéfini par les flux humains et économiques.

Les déplacements concernaient aussi la justice et la religion. Les administrateurs et *doctrineros* devaient se déplacer pour appliquer la loi, surveiller la conformité aux normes religieuses et résoudre les conflits. Simultanément, les populations développaient des mobilités stratégiques pour contourner le pouvoir, soulignant que l'espace colonial était un territoire de négociation et d'adaptation permanente.

---

<sup>40</sup> PITA PICO, Roger, como “La resistencia indígena frente a las reducciones de resguardos durante el periodo colonial tardío en el nordeste neogranadino”, en *Revista de historia* N. 85, en-jun, Heredia (Costa Rica), Universidad Nacional de Costa Rica, 2022: pp. 59-60.

<sup>41</sup> SCHAUB, Jean Frédéric, *Pour un histoire politique de la race*. Paris, Seuil, 2015: p. 127. ;THIBAUD, Clément. “Race et citoyenneté dans les Amériques (1770-1910)” en *Le Mouvement social*, No. 252 (juillet – septembre), Paris, Éditions de l'Atelier, 2015 ; p. 6.

<sup>42</sup> GARRIDO, Margarita. *Reclamos y representaciones: variaciones sobre la política en el Nuevo Reino de Granada, 1770-1815*

En conclusion, l'analyse des mobilités dans la vallée de Tenza montre que l'espace colonial était vécu, contesté et transformé par ses habitants. La mobilité des populations, qu'elle soit économique, judiciaire ou sociale, constituait un outil de résistance et d'adaptation face à l'ordre colonial. Les indiens utilisaient le déplacement pour échapper à la domination et négocier leurs obligations, tandis que les *vecinos* et métis l'exploitaient pour élargir leur influence. Les autorités coloniales devaient constamment ajuster leurs politiques et leur présence pour maintenir l'ordre et percevoir le tribut et vice-versa, les habitants réajustaient leurs stratégies. Enfin, la mobilité révélait la flexibilité des catégories raciales et sociales, et la manière dont les pratiques locales redéfinissaient les limites de la juridiction coloniale. Villages, routes et espaces de commerce n'étaient pas des structures statiques, mais des éléments mouvants d'un territoire politique en constante négociation.

##### 5. « Me mettre au service de Sa Majesté et de la République » : les élites locales dans le *partido* de Tenza à la lumière des réformes bourboniennes (seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle)

Ce chapitre se propose d'analyser la transformation des élites locales du *partido* de Tenza au XVIII<sup>e</sup> siècle, en particulier à la lumière des réformes bourboniennes. L'enjeu est d'inscrire ces dynamiques dans une perspective de longue durée, en remontant aux origines du groupe élitaire local — forgé par la conquête et par les premières distributions de terres et d'encomiendas — pour comprendre la façon dont il a été recomposé, remodelé et consolidé au fil des siècles. Loin de constituer un bloc homogène, ces élites se sont sans cesse adaptées à un environnement marqué par le déclin démographique indigène, le métissage, la pression fiscale, la réorganisation paroissiale et l'intervention croissante de l'État réformateur.

Nous distinguerons trois moments essentiels :

1. la formation initiale des élites et leur lien avec la conquête et la terre ;
2. la recomposition produite par les réformes bourboniennes au XVIII<sup>e</sup> siècle ;
3. l'exercice concret du pouvoir par les élites, dans leurs stratégies d'adaptation, de conflit et de consolidation.

###### La formation des élites : conquête, encomiendas et mémoire de légitimité

La première élite locale du *partido* de Tenza s'est constituée à partir du lien entre participation à la conquête et rétribution par la Couronne. Les grâces royales, matérialisées par des dons de terres et l'octroi d'encomiendas, ont permis à un petit groupe de notables de se distinguer du reste de la société.

*L'encomienda*, institution coloniale par laquelle les indigènes étaient confiés à un *encomendero* chargé de les protéger, de les catéchiser et d'exiger leur tribut, fut le socle initial de ce pouvoir local<sup>143</sup>.

Ce groupe originel, issu de la conquête, bénéficia d'un double avantage : d'une part, une base économique solide grâce au contrôle de la terre et de la main-d'œuvre indigène ; d'autre part, une mémoire collective qui permit aux descendants de se revendiquer héritiers légitimes d'un rôle éminent dans la société locale. La possession d'encomiendas et le lien direct avec les indigènes constituaient autant un instrument économique qu'un capital symbolique qui donnait sens à leur position dominante.

Pourtant, dès le XVIIe siècle, les transformations sociales fragilisèrent cette élite. Le métissage accéléré toucha aussi certains de ses membres, comme le montrent les cas des descendants de CRISTÓBAL ROA<sup>44</sup>. L'éloignement du partido de Tenza des centres de pouvoir accentua leur isolement. Les échanges fonciers (*permutas*), ventes et conflits de succession affaiblirent encore leur assise patrimoniale. À tel point que, vers le début du XVIIIe siècle, cette première génération d'élites paraissait appauvrie et ne se distinguait plus nettement du reste de la société locale.

Le déclin démographique indigène entraîna la disparition progressive des villages et la mise en location des terres communales. Cette location devint une ressource essentielle pour les communautés indiennes afin de payer le tribut, tout en constituant un espace de négociation avec colons, métis et familles blanches. L'encomienda entra alors en crise, perdant son rôle politique et économique, et disparut presque totalement dans la vallée de Tenza au tournant du XVIIIe siècle.

#### Réformes bourboniennes et recomposition des élites

Le XVIIIe siècle fut marqué par les grandes réformes bourboniennes, qui cherchèrent à rationaliser l'administration coloniale. Dans la vallée de Tenza, elles eurent un effet direct sur la recomposition du pouvoir local. Les visites de VERDUGO Y OQUENDO (1756) et de CAMPUZANO y LANZ (1777) proposèrent des mesures radicales : supprimer les villages indiens les moins peuplés, déplacer leurs habitants vers des noyaux voisins et encourager l'installation de populations blanches dans des zones stratégiques pour l'élevage<sup>45</sup>. Cette politique visait explicitement à « blanchir » le territoire et à réduire le poids des structures indigènes.

---

<sup>43</sup> ZAVALA, Silvio [1931]. *La Encomienda india*. México, Porrúa, 1993

<sup>44</sup> COLMENARES, Germán. *Ibid.* p. 68. Una copia de este expediente se encuentra en AGN (Bogotá). Colonia. *Caciques e Indios*, T. 73: ff. 682-715.

<sup>45</sup> AGN (Bogotá), Colonia, *Poblaciones Boyacá*, T. 1BIS: f. 306 r.

La *paroquialisation* transforma profondément l'équilibre local. La création de nouvelles paroisses permit d'intégrer le voisinage blanc et métis dans des fonctions jusqu'alors réservées au *cabildo* de Tunja. Les mairies de village (*alcaldías pedáneas*) furent attribuées à des résidents locaux ayant acquis un certain prestige social. Des familles comme les RUIZ ou les BERNAL accédèrent ainsi à des positions qui leur permettaient de consolider leur statut.

#### Le rôle des nouvelles autorités locales

L'apparition du maire *pedáneo*, figure intermédiaire aux pouvoirs limités, reflétait ce nouvel équilibre. Cependant, les *corregidores* de Tunja critiquèrent ces maires, qu'ils accusaient d'ignorance et d'incapacité. Les visites de 1756 avaient déjà dénoncé leur rusticité, et celles de 1777 montrèrent l'absence quasi totale de mise en œuvre des ordres de réforme : ni écoles, ni véritables paroisses n'avaient été créées<sup>46</sup>.

Ce constat met en lumière le paradoxe bourbonien : alors que les réformes visaient une administration plus rationnelle, elles ouvrirent des espaces que les élites locales surent occuper et utiliser à leur avantage. La proximité géographique et sociale entre maires et habitants renforça les liens de voisinage, mais créa aussi des conflits ouverts avec les *corregidores*, qui défendaient les intérêts de Tunja.

#### L'exercice concret du pouvoir : stratégies et rivalités

Les réformes bourboniennes furent absorbées par les logiques locales. Les élites de Tenza utilisèrent les nouveaux cadres institutionnels pour consolider leurs réseaux familiaux et patrimoniaux. Les alliances matrimoniales, le parrainage et la reproduction des charges publiques au sein de cercles restreints assurèrent la continuité de leur domination<sup>47</sup>.

Les notions d'honneur, de prestige et de renommée devinrent des monnaies politiques essentielles. L'accès aux charges ne dépendait pas tant des compétences techniques que de la réputation sociale, réelle ou construite. Les accusations de favoritisme, de partialité ou de corruption montrent comment les élites manipulaient les institutions pour renforcer leur pouvoir.

---

<sup>46</sup> Visite de José María CAMPUZANO y LANZ à la Paroisse de Tenza, 1777, AGN (Bogotá) Colonia, *Visitas-Boyacá*. T. 2: ff. 989-1006.

<sup>47</sup> GÓMEZ, Thomás, "La république des cuñados : Familles, pouvoir et société à Santafé de Bogotá, (XVIIIe siècle)", en *Caravelle*, No. 62, 1995: pp. 213-226

Les *corregidores*, loin de disparaître comme le voulaient certains plans bourboniens, restèrent des acteurs centraux. Ils représentaient l'autorité royale mais étaient souvent eux-mêmes liés à des intérêts fonciers locaux.

La conséquence immédiate fut une remise en cause du protectionnisme ancien. Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, la Couronne maintenait un discours adressé aux communautés indiennes, leur promettant la garantie des terres des *resguardos*, même si, dans la pratique, cette protection resta largement illusoire. Or, au XVIII<sup>e</sup> siècle, sous le prétexte de la diminution démographique des villages indigènes, la Couronne formula une justification nouvelle pour engager leur redistribution. Les Indiens, conscients de l'instabilité croissante de leurs domaines, furent contraints de s'adapter à ces réorganisations, souvent au prix de déplacements forcés et de la perte progressive de leur autonomie politique et territoriale. En 1754 déjà, la *Junta Suprema de Tribunales* avait validé le transfert des Indiens des villages de Yuca et Sutatausa vers celui de Sáchica, entérinant ainsi la disparition de deux communautés entières au nom de la rationalisation fiscale et pastorale..

L'étude du *partido* de Tenza au XVIII<sup>e</sup> siècle montre que les élites locales furent à la fois produits et acteurs des réformes bourboniennes. Issues de la conquête et de l'encomienda, elles surent s'adapter à la disparition de cette institution, au déclin indigène et aux nouvelles exigences administratives. Les réformes ne signifièrent pas une rupture, mais une recomposition : elles créèrent de nouvelles charges, de nouveaux espaces de légitimation et de nouvelles tensions. Les familles locales consolidèrent leur position par des stratégies d'alliance et par l'exploitation des cadres réformistes, tandis que les *corregidores* demeuraient des rivaux puissants.

Ce chapitre illustre combien le pouvoir colonial ne peut se comprendre qu'à l'articulation du global et du local : les grandes réformes de la monarchie bourbonienne furent vécues et transformées dans des dynamiques propres aux sociétés locales, donnant lieu à des résultats spécifiques qui défient l'image d'un empire homogène.

#### 6. Chapitre 6 : « Ce sont autant de vassaux perdus pour le roi... autant d'âmes perdues pour Dieu ». Représentations et invisibilisation de l'Indien dans le réformisme bourbonien

Le présent chapitre se penche sur les représentations et l'invisibilisation des populations indigènes dans le cadre du réformisme bourbonien, en se concentrant sur la vallée de Tenza entre 1756 et 1810. Il s'agit d'examiner comment les réformes menées par la Couronne espagnole ont façonné la perception des Indiens et leur traitement dans la société coloniale, tout en analysant les réactions et formes de résistance des communautés autochtones face à ces politiques. La tension entre l'intégration officielle et la marginalisation réelle constitue le fil rouge de cette étude, qui met en lumière les

pratiques, les institutions sociales et religieuses, et les stratégies des Indiens pour préserver leur identité et leurs droits.

#### Représentation et invisibilisation des Indiens

L'une des dimensions centrales du réformisme bourbonien réside dans la manière dont les populations indigènes étaient représentées et, simultanément, invisibilisées dans les discours et les politiques coloniales. Les autorités coloniales, tout en proclamant la protection des Indiens, les percevaient comme des sujets à civiliser, souvent incapables de gérer leur propre organisation sociale et économique. Cette vision se retrouve dans l'exemple de *Salvadora TAPIA*, figure emblématique du film *El alma del maíz*, reflétant des stéréotypes persistants : l'Indien est montré comme un être séparé, figé dans le passé, incapable de participer pleinement à la société coloniale, ce qui traduit l'écart entre les réformes et la réalité matérielle des communautés.

Les réformes bourboniennes visaient officiellement à intégrer les Indiens dans un cadre légal et administratif, tout en les maintenant sous un contrôle protecteur. Cependant, cette intégration restait largement théorique, car elle ne prenait pas en compte la diversité culturelle, les formes d'organisation sociale locales, ni les transformations profondes déjà en cours dans les communautés indigènes<sup>3</sup>. L'image de l'Indien dans le discours colonial demeurait statique, invisibilisant les dynamiques internes et la capacité d'adaptation de ces populations, et contribuant à créer un fossé entre perception et réalité.

#### Processus de décomposition des communautés indigènes

Les politiques coloniales mises en œuvre avant le cadre des réformes bourboniennes ont souvent entraîné une désintégration des structures sociales et politiques des communautés indigènes. Le contexte bourbonien a essayé d'accélérer le procès. Les mesures de « protection » étaient en réalité des mécanismes de contrôle, qui visaient à intégrer les Indiens dans le système fiscal et administratif espagnol, mais qui échouaient fréquemment à reconnaître leur diversité. Les communautés indigènes ont subi des réorganisations territoriales, des changements de juridiction et une redistribution des terres qui ont affecté leur identité et leur organisation sociale traditionnelle. Le concept d'« occupation inmemoriale » a été utilisé pour justifier ces redistributions, remplaçant les réalités historiques et les droits coutumiers des communautés. Ces réformes ont ainsi contribué à une transformation profonde du tissu social, en introduisant un nouveau lien avec le passé à travers de la légitimité de la propriété terrienne accordée par le roi.

Face aux réformes et aux pressions de la domination coloniale, les communautés indigènes ont développé des stratégies de résistance variées, à la fois politiques, sociales et culturelles. Les archives

montrent que les Indiens participaient activement à la vie communautaire, malgré la vision des administrateurs des indiens timorés et soumis. Les confréries et les pratiques religieuses constituaient des espaces de continuité culturelle, permettant aux communautés de maintenir des liens sociaux et religieux solides tout en adaptant certaines pratiques au cadre colonial<sup>48</sup>. Ces formes de résistance, loin d'être anecdotiques, démontrent que les Indiens n'étaient pas de simples objets de politique coloniale, mais des acteurs capables de négocier leur place dans un système en mutation.

### Imaginaires et conditions de vie des Indiens

L'examen des archives paroissiales permet de mieux comprendre les conditions matérielles et spirituelles des populations indigènes dans la vallée de Tenza. Les livres de décès révèlent que la plupart des Indiens recevaient les sacrements avant leur mort, signe d'une intégration religieuse significative et d'une attention portée par les curés à ces communautés. Les communautés étaient organisées en *partialités*, chacune disposant de son propre système de justice et de collecte de tributs, ce qui souligne l'existence de structures sociales internes complexes. Les confréries jouaient un rôle central, renforçant les liens communautaires et la dévotion religieuse, tout en intégrant certains éléments des institutions coloniales. Elles représentaient ainsi un espace où traditions locales et influences coloniales coexistaient et se négociaient.

Les confréries occupaient une place centrale dans la vie sociale et religieuse des communautés indigènes, mais aussi des populations blanches et métisses de la Vallée de Tenza. Ces associations laïques étaient centrées sur une dévotion spécifique et favorisaient la solidarité et la cohésion communautaire<sup>49</sup>. Elles permettaient la continuité des rituels préhispaniques tout en intégrant des éléments du système colonial, créant ainsi un espace hybride de socialisation et de pratique religieuse. Par ailleurs, elles jouaient un rôle économique : la gestion de bétail et d'autres ressources servait de mécanisme de crédit et de redistribution, consolidant la stabilité économique des membres. La participation était mixte, rassemblant différents groupes sociaux et raciaux, ce qui en faisait un outil d'intégration sociale dans un contexte marqué par les hiérarchies raciales.

L'organisation et la composition des confréries variaient selon les localités, reflétant les hiérarchies raciales et sociales propres à chaque communauté. À Sutatenza, par exemple, les confréries ont été fondées par des caciques indigènes, démontrant une initiative locale et une adoption des mœurs des espagnols. Dans le village de Tenza, la composition des confréries était plus variée, sans distinction

<sup>48</sup> CELESTINO, Olinda y MEYERS, Albert, *Las cofradías en el Perú: región central*. Frankfurt, Verlag Klaus Dieter Vervuert, 1981: pp. 19-65; BAZARTE MARTINEZ, Alicia, *Las cofradías de españoles en la ciudad de México (1526-1869)*. Azcapotzalco, Universidad Autónoma Metropolitana, 1989: pp. 20-23.

<sup>49</sup> Para una revisión de la historiografía de las cofradías ver CELESTINO, Olinda y MEYERS, Albert, *Las cofradías en el Perú: región central*. Frankfurt, Verlag Klaus Dieter Vervuert, 1981: pp. 19-65.

stricte entre les races, ce qui illustre une certaine flexibilité sociale. Ces structures servaient également de plateformes pour l'intégration politique des indigènes dans le système colonial, tout en laissant place à une participation féminine significative<sup>50</sup>.

Les réformes bourboniennes ont eu un impact direct sur les terres et les droits des populations indigènes. Les politiques de redistribution visaient souvent à réduire la superficie des terres indigènes au profit de habitants blancs ou de nouveaux administrateurs<sup>51</sup>. Les communautés percevaient ces mesures comme des attaques contre leurs coutumes et leurs droits, ce qui engendrait des tensions croissantes. Les archives montrent cependant que les Indiens ont su s'adapter et résister à ces changements, en utilisant des documents historiques, des titres de propriété et leur mémoire réinventée pour contester les décisions des autorités et maintenir leur présence sur leurs terres.

Les curés jouaient un rôle crucial dans la médiation entre autorités coloniales et communautés indigènes, notamment à travers la gestion des confréries et la collecte des contributions. Cependant, des tensions existaient entre les autorités religieuses et civiles, notamment concernant la répartition des ressources et des finances. Les visites pastorales révélaient également des inégalités dans le recouvrement des impôts et des contributions, soulignant le rôle des curas comme intermédiaires dans les conflits entre indigènes et voisins.

#### Les visites de 1777 et leur impact

Les visites de 1777 constituent un moment clé dans la gestion des populations indigènes et de leurs ressources. La Real Cédula de 1776 ordonnait un recensement précis des populations, influençant directement les politiques de redistribution des terres. Les résultats des visites ont mis en lumière la pauvreté des Indiens, perçue par les autorités comme un obstacle au développement économique du royaume. Les questions posées par les *visitadores* reflétaient une volonté de réorganiser les relations raciales et territoriales, mais les témoignages des indigènes et des voisins étaient souvent contradictoires, révélant les tensions sous-jacentes et les conflits d'intérêts.

Les autorités coloniales avaient une vision stéréotypée des populations indigènes, les considérant souvent comme des charges pour l'administration en raison de leur pauvreté et de leur supposée incapacité à payer les impôts. Les *visitadores* cherchaient à justifier les mesures de contrôle et la réorganisation des terres, en se basant sur des perceptions raciales profondément ancrées. Dans ce

---

<sup>50</sup> CRUZ, Enrique Normando, "Mujeres en la colonia. Dominación colonial, diferencias étnicas y de género en cofradías y fiestas religiosas en Jujuy, Rio de la Plata" en *Anthropológica*, Año XXIII, N. 23, diciembre de 2005: pp. 143-144.

<sup>51</sup> TOVAR, Hermes. *Convocatoria al poder del Número. Censos y estadísticas de la Nueva Granada. 1750-1830*. Bogotá, Archivo General de la Nación, 1994: p. 43.

contexte, la politique coloniale tentait d'assimiler les indigènes par le biais du métissage, réduisant ainsi leur nombre officiel et leur influence dans les décisions locales finales des *visitas*.

#### Réponses des Indiens et leur organisation

Face à ces pressions, les Indiens de Guateque ont mis en place des stratégies d'organisation et de défense de leurs droits. Ils affirmaient payer leurs tributs sans oppression, malgré des retards occasionnels, et détaillaient les produits de leurs terres et les contributions fournies, soulignant leur rôle économique dans le système colonial. Ils dénonçaient également les erreurs de classification raciale et les méthodologies de comptage de CAMPUZANO, qui ne prenaient pas en compte les familles vivant à l'écart des villages.

Les populations locales surent mobiliser la flexibilité des catégories raciales imposées par le système colonial pour défendre leurs intérêts. Dans un contexte de forte intermédialité sociale, marqué par les mariages interethniques et par la porosité des définitions administratives, certains individus ou groupes choisissaient de se définir comme *indiens* lorsque cela leur permettait de revendiquer des terres de *resguardo* ou d'obtenir la protection juridique associée à ce statut. À l'inverse, d'autres privilégiaient des identités plus « ladines » pour atténuer la pression fiscale ou échapper aux obligations communautaires. À Guateque, cette malléabilité devint un enjeu central : les autorités coloniales soulignaient la « confusion des castes » pour justifier leurs projets de réorganisation, tandis que les habitants l'exploitaient comme ressource politique afin de contrer les pressions gouvernementales et préserver un accès à la terre.

De même, la mémoire collective constituait un outil essentiel pour les Indiens dans la défense de leurs territoires. La présentation de documents historiques et de titres de propriété permettait de revendiquer la légitimité de leur présence sur les terres sous les conditions imposées par la Couronne et de contester les décisions administratives. Cette mémoire, bien que souvent absente des documents officiels, était centrale pour maintenir une nouvelle identité culturelle des communautés basée sur le pacte colonial.

#### Image de l'Indien dans le discours colonial

Dans le discours colonial, l'Indien apparaissait comme une figure vulnérable, en danger de disparition, et réduite à une passivité politique. Les autorités utilisaient cette image pour justifier la restitution ou la redistribution de terres, sans réellement inclure les communautés indigènes dans le processus de décision. Même les interventions en leur faveur, comme celles de VASCO contre MORENO y ESCANDON, restaient des manœuvres politiques qui utilisaient l'Indien comme objet plutôt que comme sujet.

Les réformes bourboniennes cherchaient à moderniser l'administration tout en maintenant la dépendance des Indiens. La difficulté de définir qui était considéré comme Indien dans un contexte de métissage généralisé créait des tensions et des ambiguïtés. Les communautés indigènes ont su tirer parti des discours de protection pour revendiquer leurs droits et conserver leur présence sur leurs terres, montrant ainsi leur capacité à utiliser les logiques coloniales à leur avantage.

En définitive, la représentation des Indiens dans le discours colonial était ambivalente et manipulée par les autorités. Si elles étaient souvent perçues comme inférieures et nécessitant protection, les communautés indigènes ont mobilisé cette image pour défendre leurs droits. La mémoire historique et les pratiques sociales, économiques et religieuses ont constitué des instruments essentiels pour légitimer leurs revendications et maintenir leur identité dans un contexte colonial qui tendait à les invisibiliser.

#### 7. Chapitre 7 – Très douloureux de quitter sa terre natale : Terre, acteurs et résistances dans le monde indigène valletenzano en réaction au réformisme.

Les transferts de population imposés par les visites coloniales, qu'il s'agisse de 1756 ou de 1777, eurent des conséquences directes sur la vie quotidienne et l'organisation des communautés indigènes de la Vallée de Tenza. Les autorités justifiaient ces déplacements par la rationalisation des *resguardos* et la recherche de rentabilité pour la Real Hacienda, mais les effets sur le terrain furent multiples et souvent contre-productifs. À Guateque, les transferts entraînèrent un déplacement forcé des indiens vers Sutatenza, obligeant les communautés à s'adapter à de nouvelles parcelles, parfois moins fertiles, et à reconstruire leurs infrastructures sociales et économiques. Ces changements forcés stimulèrent des formes de résistance spécifiques et des stratégies d'adaptation pragmatiques.

L'une des tactiques les plus visibles fut l'absence. Les Indiens choisissaient parfois de ne pas se présenter au moment de paiement du tribut ou de se déplacer temporairement vers des centres économiques tels que Tunja ou Vélez, tout en maintenant un lien avec leurs terres. Cette mobilité leur permettait de contourner les pressions administratives et de négocier à distance, tout en préservant leur droit moral et légal sur leurs terres. La documentation montre que ces absences n'étaient pas des manifestations de désorganisation ou de fuite, mais des choix délibérés pour créer des conditions favorables à la défense de leurs intérêts. Ainsi, la présence ou l'absence physique devint un instrument de pouvoir, permettant de questionner l'autorité coloniale et de souligner les contradictions de ses prétentions.

Parallèlement, les outils juridiques et administratifs furent utilisés avec une grande habileté. Les Indiens présentèrent des titres de propriété anciens et produisirent des témoignages collectifs pour soutenir leurs revendications. La précision dans les mesures des terres, la production de plans et l'appui sur des

documents historiques démontrent un degré d'intégration des éléments de la légitimité apporté depuis les canaux officiels qui contraste avec l'image d'Indiens passifs. L'adoption de techniques cartographiques et d'éléments du discours éclairé illustre une capacité à conjuguer connaissances locales et pratiques coloniales pour renforcer leurs droits. Cette combinaison de savoirs locaux et de techniques administratives permit aux communautés de résister efficacement à la dépossession et de négocier leur position dans un cadre juridique souvent hostile.

Les relations avec les *vecinos* constituaient un autre vecteur de stratégie et d'influence. Si certains *vecinos* cherchaient à acquérir les terres indigènes, d'autres se posaient en alliés ou en médiateurs dans les litiges. Dans certains cas, les *vecinos* soutenaient les Indiens pour maintenir la stabilité sociale ou pour bénéficier de la continuité des pratiques économiques, comme l'utilisation du bétail et des terres en location. Ces alliances fluctuantes montrent que les communautés indigènes n'étaient pas isolées, mais s'inséraient dans un réseau social complexe, capable de mobiliser des soutiens extérieurs et de peser sur les décisions locales. La capacité des Indiens à naviguer entre conflit et collaboration avec les *vecinos* renforçait leur rôle d'acteurs sociaux, plutôt que de simples sujets administratifs.

Les impacts économiques des transferts et des réformes furent également significatifs. La redistribution des terres et la diminution des *resguardos* provoquèrent des crises économiques parmi les Indiens et affectèrent la capacité des curés à financer les activités religieuses. Cependant, les communautés réagirent en ajustant leurs pratiques, notamment par la redéfinition des obligations de tribut et la participation aux confréries. Leur engagement dans la vie communautaire et leur implication religieuse démentiaient l'image d'Indiens « sauvages » dépeinte par les administrateurs.

Les transferts de population et les réformes administratives eurent des répercussions économiques notables. La redistribution des terres et la réduction des *resguardos* engendrèrent des tensions dans l'organisation productive et fragilisèrent également les revenus ecclésiastiques qui dépendaient du tribut. Face à ces bouleversements, les communautés locales réajustèrent leurs pratiques, redéfinirent les modalités de versement des tributs et continuèrent à investir les confréries comme espaces de sociabilité et de solidarité. Loin de correspondre à l'image de populations inertes ou marginales projetée par les administrateurs, ces acteurs collectifs démontraient une capacité d'adaptation et de négociation au sein d'un ordre social déjà profondément métissé.

Finalement, les changements introduits par les réformes mirent en lumière un lien d'interdépendance entre les populations indigènes et les *vecinos*, fondement de l'équilibre local. La redistribution annoncée par les autorités ne profita pas au *vecindario* de Tenza : elle favorisa plutôt l'arrivée d'acheteurs extérieurs, bouleversant les rapports de propriété. Les communautés indiennes, quant à elles, perdirent à nouveau leurs « terres immémoriales » et furent contraintes à de nouveaux

déplacements. Ces circonstances susciterent des alliances ponctuelles avec les *vecinos*, alliances fragiles mais néanmoins efficaces pour défendre certains espaces collectifs. À Guateque, cette conjoncture, combinée aux réformes bourboniennes, permit in fine la préservation des *resguardos*. Dans ce contexte, les Indiens apparaissent moins comme des victimes passives que comme des acteurs capables de se positionner en médiateurs entre les autorités coloniales et la société locale, jouant un rôle dans la circulation de la terre — ressource rare et convoitée, y compris par les élites affectées par la visite de 1777. Avec le temps, ces stratégies politiques durent s'adapter à de nouveaux cadres, notamment lorsque s'ouvrit la perspective d'une citoyenneté qui, loin de garantir leurs droits, menaçait de dissoudre leur statut collectif.